



Trinité- et-Tobago

SCORE DE L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE

Dans quelle mesure les politiques nationales de Trinité-et-Tobago axées sur l'engagement des hommes et des garçons sont-elles transformatrices en matière de genre ?



MenEngage Alliance

working with men and boys for gender equality

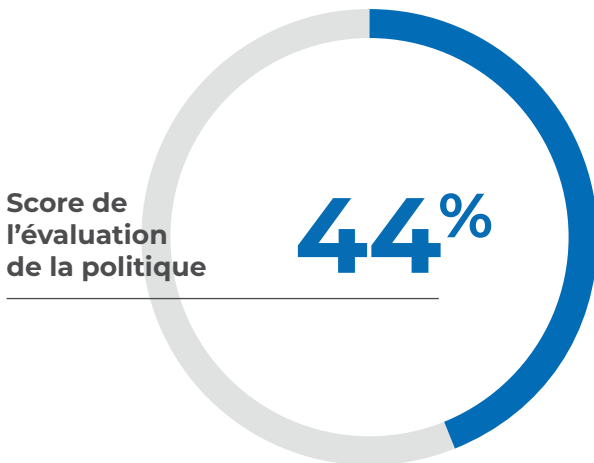
fj FemJust
Feminist Solutions towards Global Justice

Un examen de la **politique nationale** de Trinité-et-Tobago :

Politique nationale sur le genre et le développement : livre vert, 2018 (« Livre vert »)

Score de l'évaluation de la politique :

Le processus politique lui-même a contribué à l'émergence d'une société sensibilisée et consciente des enjeux de genre ; ce processus affirme les différences physiologiques, biologiques et sociales qui existent entre les femmes et les hommes, mais souligne que ces différences ne doivent pas exister, ni être exploitées. Toutefois, la politique indique explicitement qu'elle ne prescrit aucune mesure concernant l'avortement, les unions entre personnes de même sexe ou l'orientation sexuelle. Ces enjeux se reflètent dans le score global de 44% de la politique.



Ce document fait partie d'une série d'examens des politiques menés par FemJust et l'Alliance MenEngage.

Pour en savoir plus sur la méthodologie utilisée pour examiner cette politique et la manière dont vous pouvez l'utiliser pour tenir pour responsables les décideurs et les institutions chargées de la mise en œuvre des politiques, du niveau national au niveau mondial, veuillez consulter le site menengage.org/advocacy.

La politique a été évaluée de manière indépendante, à travers un cadre méthodologique d'évaluation ayant pris en compte une série de critères spécifiques. Des données qualitatives et quantitatives ont été collectées à partir d'entretiens, d'examens de documents et de réponses à des enquêtes.

Les personnes interrogées lors des entretiens comprennent des féministes, LGBTQI et activistes de la jeunesse, ainsi que des représentant.e.s du gouvernement et des Nations unies et des chercheurs.euses. Pour en savoir plus sur la méthodologie et les résultats détaillés pour Trinité-et-Tobago et les autres pays évalués, consultez le site menengage.org/advocacy.

www.menengage.org

CE DOCUMENT
EST UNE
ÉVALUATION DE
LA POLITIQUE:

**Politique nationale sur le genre
et le développement : livre vert,
2018 (« Livre vert »)**

LES DATES DE LA
POLITIQUE:

2018

CADRE:

**Politique nationale de
Trinité-et-Tobago**

POLITIQUE
ÉLABORÉE PAR:

**Le Gouvernement de la
République de Trinité-et-Tobago,
le Cabinet du Premier ministre
(Affaires Genre et Enfance)
(en partenariat avec la société
civile, le secteur privé et les
syndicats)**

Quels aspects de la politique ces outils méthodologiques vous aident-ils à analyser ?

La politique sera analysée en fonction de son alignement sur les cadres suivants, pris en compte pour toutes les phases du processus politique :

1.
Analyse féministe
intersectionnelle

2.
Approche basée sur
les droits humains

3.
Modèle socio-
écologique

L'approche de la politique en matière d'engagement des hommes et des garçons par le biais d'un processus féministe de la politique est évaluée en fonction de quatre axes :



Quels sont les critères d'une politique transformatrice en matière de genre ?

Une politique transformatrice en matière de genre vise à : démanteler les normes sociales et de genre nuisibles et oppressives, à créer de nouvelles normes positives pour toutes les identités et expressions de genre et à redistribuer les formes de pouvoir et de privilèges liées au genre et aux autres formes intersectionnelles de pouvoir et des privilèges. Elle met également en pratique les principes des droits humains de participation, d'autonomisation, de redevabilité et de transparence et met l'accent sur les personnes les plus touchées et les plus marginalisées, entre autres.

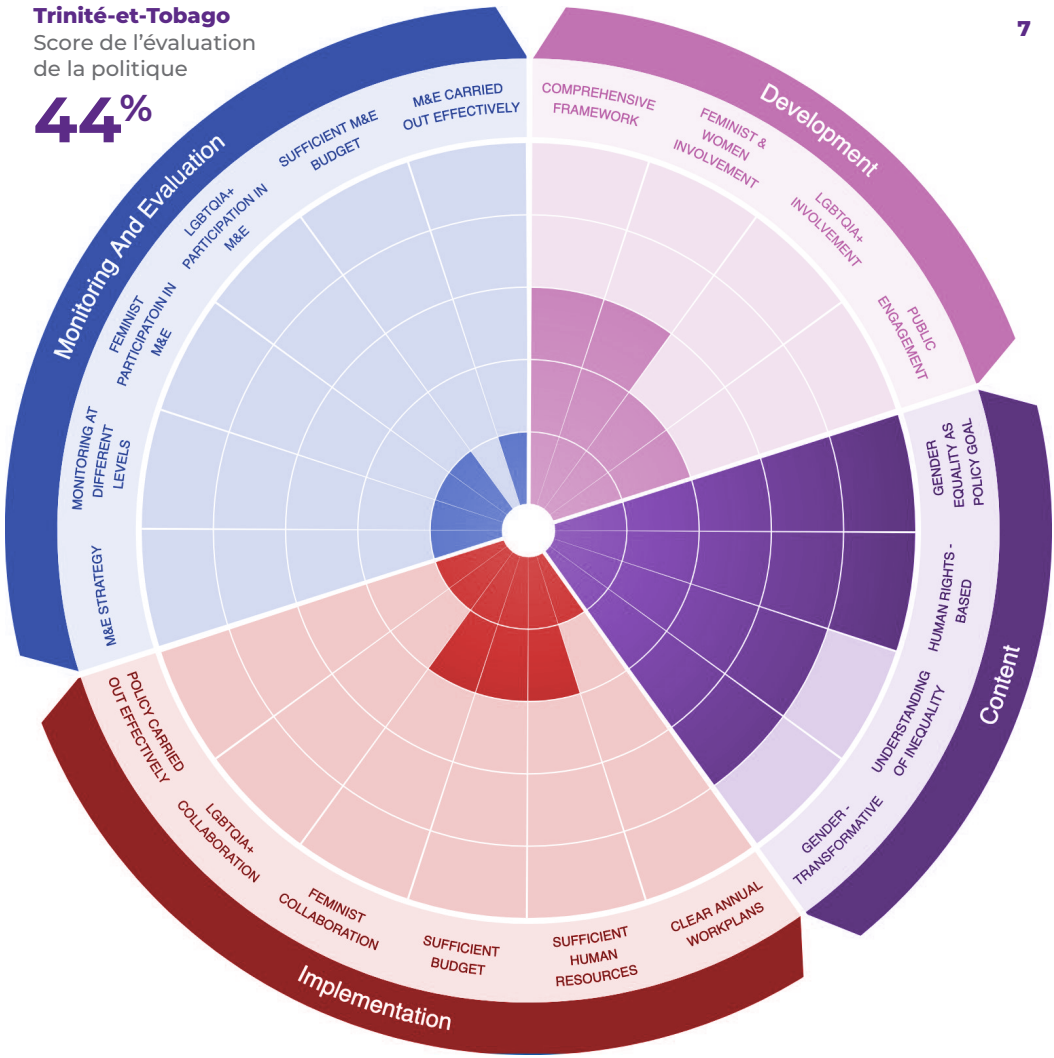
Elle conceptualise et analyse de manière appropriée le problème sur lequel elle se concentre – par exemple, l'inégalité entre les genres ou la violence basée sur le genre et les effets néfastes sur la santé sexuelle et reproductive. Cette conceptualisation implique l'identification des déséquilibres de pouvoir créés par les normes et les stéréotypes de genre et les modalités dont ceux-ci s'entrecroisent avec d'autres formes d'oppression. Elle ne perpétue pas les normes et stéréotypes de genre existants dans son cadrage, ses hypothèses ou ses stratégies.

Elle reconnaît le leadership des mouvements féministes et queer et les implique de manière significative à toutes les étapes du processus de la politique, de la conception jusqu'à la mise en œuvre et l'évaluation. De manière fondamentale, une politique transformatrice en matière de genre est redevable envers toutes les personnes qui ont été historiquement opprimées par les normes patriarcales, la discrimination et la violence, y compris les filles, les femmes, les personnes transgenres, non-binaires et queer.



Lorsqu'une politique transformatrice en matière de genre implique les hommes et les garçons, elle vise une société, des institutions sociales et politiques et un cadre politique plus juste en matière de genre. Des stratégies spécifiques convoquent ces aspects et permettent la reconnaissance et le démantèlement des rapports de pouvoir et des privilèges patriarcaux par le biais d'une approche féministe intersectionnelle. Les stratégies visant l'engagement des hommes et des garçons ne fonctionnent pas de manière autonome, mais font partie d'un cadre stratégique compréhensif visant à parvenir au changement et à l'égalité de genre.

44%



Ce graphique montre la force de la politique en termes de conception théorique et de pratiques féministes intersectionnelles, à travers 20 critères de cotation. Les critères sont regroupés en quatre domaines, offrant un guide visuel rapide qui permet de déterminer si la politique a été élaborée de manière solide, ainsi que d'avoir un aperçu de la mise en œuvre et du suivi et de la force de son contenu. Les scores reflètent une évaluation approfondie des preuves et des entretiens, selon un cadre de cotation standardisé.

Pour en savoir plus, consultez le site www.menengage.org/advocacy.



Points forts

- ▲ Cette politique s'appuie sur les concepts d'égalité et de justice sociale et se fonde sur le respect des droits humains fondamentaux.
- ▲ Les stratégies comprennent la promotion de la participation des hommes aux activités prénatales, aux accouchements, aux activités postnatales et familiales et l'éducation des hommes et des garçons aux droits des femmes et des filles.



Points faibles

- ▼ Aucune politique en matière d'égalité de genre n'a été adoptée; les efforts pour faire progresser l'égalité de genre s'appuient principalement sur les engagements du pays au niveau régional et international. La contestation relative au droit à l'avortement et aux droits des personnes LGBTQI, des aspects essentiels d'une politique visant la réalisation de l'égalité des genres, a presque entièrement empêché l'adoption de cette politique.
- ▼ La non-adoption d'une politique dans ce domaine présente des difficultés importantes pour évaluer les efforts en matière de mise en œuvre.



La plus grande partie du travail portant sur l'implication des hommes et des garçons à Trinité-et-Tobago a été réalisée par des organisations progressistes des femmes et par des groupes féministes. Malgré les efforts de plaidoyer, les appels en faveur de la collecte de données et de leur mise à disposition n'ont pas encore été entendus par le gouvernement.

Il convient de noter que, bien que les activistes féministes et les organisations de femmes aient été consulté.e.s lors de la préparation du projet de la politique (PNG), il n'est pas clair si les groupes LGBTQI ont été consultés, même si les activistes LGBTQI ont probablement été consulté.e.s par le biais de leurs collaborations avec d'autres OSC.

« C'est une situation complexe. Il y a eu une excellente consultation entre 2004 et 2005, dans le cadre de la rédaction de la première version. Les versions ultérieures ont été régressives et ne s'appuyaient pas sur des consultations [...], elles répudient plutôt qu'elles n'incluent les questions d'orientation sexuelle et de droits reproductifs et les activistes ont fortement critiqué leur révision de haut. Le projet actuel n'a pas été finalisé (et n'est pas approuvé) de manière participative ».

ACTIVISTE FÉMINISTE

Quel est le contexte d'émergence de la politique ?

À Trinité-et-Tobago, il existe depuis longtemps une conscience politique de la nécessité d'impliquer les hommes et les garçons dans la lutte pour l'égalité des genres et contre la VBG. Les luttes postcoloniales dans le pays ont alimenté les discours et l'action des mouvements féministes et des organisations de femmes portant sur l'engagement des hommes et des garçons dans le travail de transformation des relations entre les genres. Les réalisations singulières des mouvements féministes dans ce pays post-colonial concernant le statut des femmes, par exemple par le biais de l'éducation, ont suscité de nombreux sentiments de marginalisation de la part des hommes. D'une part, les femmes et les filles ont connu des réussites dans le système éducatif, ce qui a entraîné un accès aux ressources qui facilitent généralement une mobilité sociale verticale. D'un autre côté, les réussites des hommes n'ont pas connu le même rythme d'évolution et ils ont cessé d'être considérés comme les principaux pourvoyeurs de revenus, ce qui a représenté un changement historique. Les jeunes hommes et les garçons situés en dehors du système éducatif ont fini par être considérés comme problématiques et « à risque » – leurs efforts pour sécuriser un revenu ont conduit à la criminalité, au manque de logement et à la consommation de drogues. Ce sentiment national de sous-performance des jeunes hommes et des garçons a façonné le discours sur l'engagement des hommes et des garçons dans sa forme actuelle.

Le travail d'implication des hommes et des garçons à Trinité-et-Tobago est généralement compris comme un acte visant à assurer la sécurité des citoyen.ne.s. L'approche de la sécurité par le biais d'une perspective de développement humain, telle que décrite dans le Rapport sur le développement humain des Caraïbes 2012 du PNUD, présuppose que la sécurité des personnes et des citoyen.ne.s représente le marqueur d'une société démocratisée et développée. Ainsi, la criminalité est un défi pour la

sécurité des citoyen.ne.s et entrave le développement de la société. Dans un contexte historique qui considérait les hommes noirs comme étant inférieurs aux hommes blancs, couplé à une présence significative des femmes dans l'éducation – environ 75% des personnes qui commencent une formation universitaire et des personnes qui obtiennent un diplôme universitaire sont des femmes –, le récit qui s'est imposé a considéré la masculinité, qui se présente comme protectrice et pourvoyeuse de revenus au sein de la société trinitadienne, comme une victime du post-colonialisme. Les hommes se considèrent marginalisés et émasculés au sein de la société. Par conséquent, l'implication des hommes dans la promotion de l'égalité de genre dans le pays repose sur la nécessité de veiller à ce que les hommes ne soient pas laissés de côté, alors que cette idée d'érosion de la masculinité s'est insinuée dans la politique pour l'égalité des genres à Trinité-et-Tobago.

La plupart des initiatives portant sur l'engagement des hommes et des garçons à Trinité-et-Tobago ont été menées par des organisations progressistes de femmes et par des groupes féministes. D'un autre côté, il existe un nombre croissant de groupes réactionnaires antiféministes et de défense des droits des hommes, qui réclament d'autres perspectives sur la signification de ce travail. Ces groupes définissent le travail d'engagement des hommes et des garçons en mettant en avant le rôle des hommes en tant que pères, dans le cadre d'un modèle masculine, et n'abordent pas le rôle des hommes en tant que partenaires conjugaux, entre autres. Les groupes d'hommes de Trinité-et-Tobago sont en grande partie, mais pas uniquement, motivés par le patriarcat, le désir de conserver le pouvoir et la domination et la défense contre l'émasculatation des hommes dans la société.





Comment s'est déroulé le processus de conception de la politique ?

Aucune politique d'égalité des genres n'a été adoptée à Trinité-et-Tobago. Même si le processus d'élaboration de la politique d'égalité des genres de ce pays insulaire – le projet de la *Politique nationale sur le genre et le développement* (ci-après « projet de la PNG ») – a été bien documenté, les informations sur les livres verts parlementaires (c'est-à-dire les mises à jour ultérieures du projet de la PNG) qui auraient dû suivre ne sont pas véritablement accessibles, à cause d'un processus long et des lacunes présentes dans les informations. Cette étude de cas porte sur le projet de la PNG, ainsi que sur sa dernière version, la *Politique nationale sur le genre et le développement: livre vert, 2018* (ci-après « Livre vert »).

L'accent mis sur la politique par les organisateurs féministes à l'occasion de la Décennie des Nations unies pour la femme (1976-1985), conjugué à un élan créé par ce contexte, a incité le gouvernement à entreprendre diverses actions visant à aller au-delà d'un accent spécifique sur la sécurité sociale des femmes, en faveur des initiatives portant sur le statut des femmes dans la société. Dans les années qui ont suivi, le Bureau des femmes au sein du ministère de la Santé, du Bien-être et du Statut des femmes a été rétabli (1987) et un Comité interministériel sur les femmes a été créé (1987). L'énoncé de la politique générale sur les femmes a également été élaboré (1989), bien qu'il ait été critiqué par les activistes féministes, à cause du fait que les principaux sujets de préoccupation, comme la VBG, n'avaient pas été inclus et parce que le mécanisme national manquait de personnel. Citant le fait que la déclaration de politique générale n'incluait pas une consultation solide, les organisations féministes ont mené leur propre processus consultatif, afin de créer un document de position sur le statut des femmes (1990), qui a eu un impact national limité. À peu près au même



moment, il était devenu évident que l'adhésion, la volonté et le leadership politiques seront déterminants pour l'adoption d'une politique nationale en matière de genre.

La nomination de Joan Yuille Williams comme ministre du Développement communautaire, de la culture et de l'égalité entre les sexes en 2002 a servi de tremplin pour que le pays rédige enfin une politique nationale sur l'égalité des genres. Après une période de consultation qui a eu lieu entre 2002 et 2003, le gouvernement a publié en 2004 son projet de PNG. Même si ce projet de politique n'a pas été approuvé par le cabinet, il a néanmoins inspiré tous les documents d'orientation ultérieurs. Les domaines thématiques et les mesures politiques qui ont été inclus dans le projet de la PNG, ainsi que dans le Livre vert, s'appuient sur des recherches et des preuves recueillies lors de consultations et sur des études sectorielles, des entretiens et des documents déjà existants.

Le Livre vert reflète la participation des acteurs clés depuis les stades primaires du projet de la PNG, qui comprend une consultation nationale des parties prenantes, sept consultations communautaires organisées à Trinidad, dix consultations des groupes d'intérêt, organisées à Trinidad, une consultation à l'échelle de l'île organisée à Tobago et six consultations des groupes d'intérêt à Tobago. Des tables rondes ont également été organisées pour que les référent.e.s genre du gouvernement puissent donner leur avis sur sept études sectorielles menées par des chercheurs.euses expert.e.s en matière de santé, d'éducation, d'agriculture et de ressources naturelles, de développement social et communautaire, de droit et du système judiciaire, de commerce, d'économie et du travail.

Les consultations approfondies qui ont précédé le projet de la PNG ont abouti à un document s'appuyant sur un consensus au regard du contenu d'un projet de politique nationale entre le gouvernement, les consultant.e.s politiques (dont l'Institut d'études sur le genre et le développement de l'Université des Indes occidentales, nommé par le gouvernement) et les OSC travaillant dans le domaine du genre et du développement. Cependant, le projet de la PNG s'est heurté à des défis dès qu'il a été déposé. Ces défis



ont notamment été occasionnés par des points de vue divergents sur des questions clés et sur la terminologie – notamment sur l'utilisation du terme « genre », considéré comme un moyen de légaliser l'homosexualité et comme un appel à une révision des lois sur l'avortement –, qui ont bloqué les progrès au sein du cabinet. Les opposant.e.s les plus visibles comprenaient les principaux leaders d'opinion et des groupes religieux opposés à l'inclusion de la question du genre et de l'avortement, mais aussi des activistes féministes et LGBTQI, qui estimaient que le projet de la PNG était insuffisant et qu'il devait expliciter l'acceptation de la diversité sexuelle. Les versions et livres verts ultérieurs n'ont pas abouti non plus, malgré les efforts déployés pour élaborer une politique acceptable pour la plus grande partie de la société.





Comment les masculinités sont-elles abordées par le contenu de la politique ?

Le Livre vert souligne que la politique s'appuie conceptuellement sur le respect des droits humains fondamentaux et sur la dignité des « femmes et des filles, des hommes et des garçons ». Fondé sur les principes de justice sociale et d'égalité, le Livre vert reconnaît les différences physiologiques, biologiques et sociales qui existent entre les femmes et les hommes, mais affirme que ces différences ne doivent pas exister ni être exploitées.

Le Livre vert est divisé en trois parties : sa raison d'être et son contexte, le cadre de la politique et les mesures politiques. Une analyse approfondie de la situation, basée sur la recherche sectorielle mentionnée précédemment, dans un certain nombre de domaines (par exemple, les conditions économiques des personnes non salariées, la VBG, l'éducation, la santé et le bien-être, entre autres), a été menée et incluse dans le Livre vert, toutefois nous remarquons que les systèmes de collecte, d'agrégation et d'analyse des données nécessitent une amélioration considérable.

Le préambule du Livre vert aborde succinctement le rôle des hommes et des garçons dans l'égalité des genres : « Historiquement, en raison de graves disparités de genre entre les hommes et les femmes, le dialogue et les actions en matière de "genre" se sont inévitablement concentrés sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Avec l'élimination des aspects les plus flagrants de la discrimination à l'égard des femmes, on comprend de mieux en mieux que les hommes doivent être des partenaires dans l'égalité de genre et que les rôles masculins traditionnels peuvent contraindre et restreindre la qualité de vie et les opportunités des hommes, en particulier dans la sphère privée. »



L'analyse situationnelle aborde aussi et brièvement la masculinité dans le contexte de la violence armée, en soulignant la nécessité pour les politiques de prévention de la criminalité de s'attaquer aux masculinités qui conduisent à la fois à l'utilisation de la violence et à l'expérience de la violence. Cependant, de manière globale, l'engagement des hommes et des garçons dans le cadre de la politique est plutôt évoqué dans le contexte de la nécessité de garantir des relations équitables entre deux sexes (la binarité de genre est particulièrement renforcée tout au long de l'analyse) et moins dans le cadre d'une réflexion critique sur la manière dont les privilèges et le pouvoir des hommes contribuent aux inégalités et aux injustices de genre.

Le Livre vert évoque également de manière explicite les principales mesures stratégiques que le gouvernement et ses partenaires prendront pour faire progresser l'égalité et l'équité entre les genres dans le pays. Elles incluent des mesures relatives au genre et au développement dans tous les programmes, politiques et projets, le renforcement des capacités institutionnelles dans la lutte contre les inégalités, la promotion des collaborations entre les acteurs clés, la sensibilisation du public, la révision et la réforme de la législation, ainsi que la prévention, les peines et l'éradication de la VBG.

Certaines des mesures politiques spécifiques prévues portent sur le rôle des hommes et des garçons :

**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NON SALARIÉES, VIE DOMESTIQUE ET FAMILIALE**

- 31. «Sensibiliser le public à la valeur du travail reproductif pour la cohésion sociale et le développement national et encourager la participation des hommes aux tâches ménagères, aux soins des enfants et de la famille et à d'autres formes de travail non rémunéré.»

**SANTÉ ET BIEN-ÊTRE :**

- 89.« Institutionnaliser les pratiques hospitalières adaptées aux familles, comprenant les procédures d'accouchement favorables aux femmes, la participation des pères aux activités prénatales, aux accouchements et aux activités post natales et la possibilité pour les deux parents de rester la nuit auprès des enfants malades. »



- 94. « Promouvoir les initiatives de sensibilisation visant à permettre aux femmes adultes et aux jeunes femmes de négocier avec succès les relations sexuelles, y compris leur droit de s'abstenir de toute activité sexuelle ou d'avoir des rapports sexuels protégés, et à apprendre aux hommes et aux garçons de respecter les droits des femmes et des filles et de prévenir l'incidence des viols commis dans le cadre d'un rendez-vous (*date rape*), des rapports sexuels forcés et de la violence basée sur le genre. »

L'intégration de ces mesures est prometteuse, toutefois les éléments qui ont été exclus soulignent que des progrès importants sont encore nécessaires. Le Livre vert indique explicitement qu'il ne prescrit aucune mesure concernant l'avortement, les unions entre personnes de même sexe ou l'orientation sexuelle. Comme évoqué précédemment, l'adoption du projet de la PNG a été arrêtée par des contestations autour de ces questions. Les informateurs clés ont indiqué que les mesures relatives à l'éducation sexuelle ont également été supprimées lors de l'élaboration du projet de la PNG. L'omission de ces questions, qui constituent une part importante du changement dans les rapports de pouvoir discriminatoires et inégaux et de l'évolution des normes et stéréotypes de genre préjudiciables, remet en question le caractère transformateur du projet de la PNG et du Livre vert qui a suivi.





Dans quelle mesure la politique a-t-elle été mise en œuvre ?

L'absence d'une politique d'égalité des genres adoptée présente des difficultés importantes pour évaluer les efforts de mise en œuvre. Néanmoins, les efforts du gouvernement pour s'aligner sur l'Agenda 2030 du développement durable, conjugués à ses autres obligations et engagements internationaux, régionaux et nationaux (par exemple la CEDEF/CEDAW, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing ou le Programme d'action de la CARICOM en matière de genre et de développement), continuent de guider le travail du gouvernement et encouragent des réponses aux éléments clés du projet de la PNG. Cela a permis de mettre en œuvre certaines mesures moins contestées, comme l'adoption du plan stratégique national visant à éliminer la VBG et la récente politique en matière de harcèlement sexuel.

En raison du manque d'informations facilement accessibles, il est difficile de savoir si les mesures relatives à l'engagement des hommes et des garçons ont été mises en œuvre. De plus, malgré les efforts de plaidoyer, notamment de la part de l'Institut d'études sur le genre et le développement (qui a contribué de manière significative au projet de la PNG et aux livres verts ultérieurs), les appels à la collecte et à la mise à disposition de données n'ont pas encore été entendus par le gouvernement.



Quels sont les modes de financement des objectifs et des activités de la politique ?

Le manque de transparence est également observable en ce qui concerne les allocations budgétaires pour les activités liées à l'engagement des hommes et des garçons et les acteurs de la société civile n'ont aucun moyen de savoir comment les fonds sont alloués. Par exemple, pendant les sessions, le ministre des Finances fait une lecture publique des activités liées au plan d'action national qui accompagne le projet de la PNG, ainsi que des budgets alloués aux différents ministères, mais les points contestés sont retirés avant cette lecture publique et la répartition des fonds au sein de chaque ministère n'est pas divulguée. Les fonds parviennent toutefois aux organisations susceptibles de soutenir les efforts de mise en œuvre (par exemple, Cariman, La Coalition pour mettre fin à la violence domestique, ainsi que d'autres OSC) et soutiennent généralement leurs activités courantes. On ignore si les organisations féministes ont reçu des fonds visant à soutenir leurs efforts en vue d'impliquer les hommes et les garçons, tandis que les groupes LGBTQI n'ont certainement pas reçu de fonds. Les informateurs clés ont indiqué que la plupart des fonds destinés au travail visant l'implication des hommes et des garçons proviennent d'initiatives gouvernementales, des acteurs tels que la Banque interaméricaine de développement, des mécanismes de coopération régionale comme la CARICOM (Communauté Caribéenne) et des entreprises locales, mais le montant des financements n'est pas connu. En réponse au manque général de transparence, les activistes réfléchissent actuellement aux moyens de rendre le gouvernement redevable au regard de ses allocations budgétaires, qui devraient avoir un impact plus transformateur. La budgétisation sensible au genre est un exemple de pratique transformatrice.



La politique a-t-elle bénéficié d'un suivi et d'une évaluation ?

Il est relativement impossible d'appréhender l'impact du projet de la PNG et du Livre vert. Bien que tous les ministères disposent d'unités de suivi et d'évaluation, celles-ci relèvent généralement du gouvernement et donc le suivi et l'évaluation sont menés en interne. Les rapports annuels, les rapports trimestriels et les évaluations d'impact ne sont pas rendus publics.

Les informateurs clés présument que le projet de la PNG aurait pu avoir un impact institutionnel. Le gouvernement a nommé des référent.e.s genre dans tous les ministères. L'Institut d'études sur le genre et le développement a été recruté pour offrir aux référent.e.s une formation compréhensive sur les normes et les stéréotypes liés au genre, sur la discrimination à l'égard des femmes et sur la transformation en matière de genre. Cependant, le travail nécessaire est bien plus important, car les connaissances sont entre les mains des référent.e.s genre, qui peuvent faire partie du personnel junior et peuvent ne pas être en mesure de prendre des décisions ou bien leurs propositions peuvent être rejetées par leurs supérieurs qui n'ont pas bénéficié d'une formation.

Le processus lui-même d'élaboration de la politique a contribué à l'émergence d'une société qui est à la fois consciente de la dimension de genre et sensible aux questions de genre. Les multiples versions de la politique et les débats ont accru la sensibilité aux droits liés au genre et à la discrimination basée sur genre, tout en contribuant, de manière intéressante, au sentiment de victimisation des hommes, à cause d'une conviction que les progrès des femmes dans la société impliquent d'un autre côté la perspective selon laquelle les hommes seraient les causes des inégalités et de la violence basée sur le genre.



Un examen plus approfondi des autres études de cas

Dans le cadre de cette initiative, nous avons évalué d'autres politiques nationales, notamment:

Costa Rica	Política nacional para la atención y la prevención de la violencia contra las mujeres de todas las edades Costa Rica 2017-2032 (Politique nationale sur l'élimination et la prévention de la violence à l'égard des femmes de tous âges 2017-2032).
République tchèque	Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes en République tchèque 2014-2020
Indonésie	Règlement gouvernemental n° 61/2014 sur la santé reproductive
Mexique	Estrategia Nacional para la Prevención del Embarazo en Adolescentes (Stratégie nationale pour la prévention de la grossesse chez les adolescentes)
Rwanda	Politique nationale de lutte contre la violence sexiste, 2011
Sri Lanka	Cadre politique et Plan d'action national pour la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS) au Sri Lanka (2016-2020)
Trinité-et-Tobago	Politique nationale sur le genre et le développement : livre vert, 2018
Turquie	Plan d'action national contre la violence à l'égard des femmes (2016-2020)

Thèmes transversaux dans les fiches d'évaluation

Certains thèmes clés se retrouvent dans toutes les fiches d'évaluation pays:

De manière presque systématique, les **inégalités basées sur le genre** ne sont pas entièrement comprises, particulièrement en ce qui concerne la manière dont les normes patriarcales conduisent au contrôle social de la sexualité, des comportements sexuels, du corps et des identités de genre et la manière dont cela entraîne l'oppression et la violence, non seulement à l'égard des femmes, mais aussi à l'égard des hommes queer et transgenres, des personnes intersexes et non binaires.

Un décalage entre les objectifs déclarés d'une politique et sa **mise en œuvre** sur le terrain, qui peut être faible, voire inexistante, peut souvent être observé. Il arrive même qu'une politique solide ait été adoptée, mais que le gouvernement mine activement l'égalité de genre et les droits des femmes et des personnes LGBTQI à travers ses actions.

Les **groupes et organisations LGBTQI** sont la plupart du temps absents des processus de conception, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques axées sur l'égalité de genre, la violence basée sur le genre et la santé sexuelle et reproductive.

Dans l'ensemble, les **ressources humaines et financières** sont insuffisantes pour une mise en œuvre efficace des politiques examinées. Bien souvent, les budgets nationaux ne disposent pas d'un système et/ou de la transparence nécessaires pour assurer le suivi des fonds alloués à la mise en œuvre des politiques spécifiques.

Presque toutes les politiques incluent des **stratégies transformatrices en matière de genre** visant à mobiliser les hommes et les garçons, un accent sur le changement des connaissances, des attitudes et du comportement des hommes et des garçons, une remise en question des normes sociales et des stéréotypes oppressifs, l'adoption par les institutions sociales des programmes et politiques transformateurs en matière de genre, ainsi que le renforcement du cadre juridique et politique en faveur de l'égalité de genre.

La plupart des politiques disposent de mécanismes de redevabilité adéquats, sous forme de **stratégies de suivi et d'évaluation** ; toutefois, le financement et les activités sont insuffisants. En outre, les indicateurs qui doivent permettre le suivi des progrès sont souvent quantitatifs et axés sur les réalisations ou les résultats, plutôt que sur les processus ou l'impact.

Vous souhaitez appliquer ce cadre méthodologique à une politique nationale, régionale ou mondiale?

Le paquet méthodologique est un outil visant à soutenir les efforts des membres de l'Alliance MenEngage et d'autres défenseur.e.s de la cause des femmes pour faire avancer les politiques et les programmes transformateurs en matière de genre.

Le paquet méthodologique, en tant que ressource d'accompagnement des études de cas et des fiches d'évaluation, peut être utilisé et adapté pour analyser d'autres politiques nationales, régionales ou mondiales.

Le processus et les ressources pour reproduire ces initiatives sont consultables sur le site web menengage.org/advocacy.